

Nations Unies
**ASSEMBLEE
GENERALE**

ONZIEME SESSION
Documents officiels



TROISIEME COMMISSION, 748^e

SEANCE

Jeudi 31 janvier 1957,
à 10 h. 45

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 31 de l'ordre du jour:	
Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (<i>fin</i>)	
Article 13 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (<i>fin</i>).....	343
Point 60 de l'ordre du jour:	
Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (<i>suite</i>).....	343

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (E/2573 [annexes I, II et III], A/2907 et Add.1 et 2, A/2910 et Add.1 à 6, A/2929, A/3077, A/C.3/L.460, A/3149, A/C.3/L.528, A/C.3/L.532) [*fin*]

ARTICLE 13 DU PROJET DE PACTE RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (E/2573, ANNEXE I, A) [*fin*]

1. M. MACCHIA (Italie) regrette que l'amendement de l'Italie et de l'Uruguay (A/C.3/L.590/Rev.1) ait été rejeté, alors que presque toutes les délégations s'étaient déclarées en faveur des principes qu'il énonce. Si la délégation italienne n'a pas voté contre un article qu'elle jugeait incomplet et s'est contentée de s'abstenir, c'est qu'elle espère que ces principes pourront être incorporés dans le pacte lors de l'examen de sa deuxième partie, c'est-à-dire des articles 2 à 5.

2. M. BRENA (Uruguay) a voté en faveur du texte de l'article 13 proposé par l'Afghanistan et les Philippines (A/C.3/L.589), comme il aurait voté en faveur du texte de la Commission des droits de l'homme (E/2573, annexe I, A). Il regrette qu'au cours du débat on ait déformé l'objet de l'amendement qu'il avait soumis avec le représentant de l'Italie (A/C.3/L.590/Rev.1) et qui visait uniquement à défendre un droit inaliénable de la personne humaine. Il compte présenter à nouveau une proposition analogue le moment venu.

3. M. HAMILTON (Australie) a voté en faveur du texte de l'article, sans préjudice des réserves qu'il avait faites avant le vote. Il espère que certains au moins des principes dont s'inspirait l'amendement de l'Italie et de l'Uruguay seront repris lors de l'examen de la deuxième partie du pacte.

4. La délégation australienne s'associe aux observations et aux réserves formulées par la délégation canadienne (747^e séance) au sujet de la clause fédérale. L'Australie ne pourra devenir partie au pacte que s'il contient une clause fédérale satisfaisante.

5. M. TALAAT (Egypte) déclare que la délégation égyptienne était disposée à voter en faveur du texte mis au point par la Commission des droits de l'homme. Elle n'a pas pris part à la discussion, non par manque d'intérêt, mais parce qu'elle estime qu'il faut réduire au minimum les interventions et les amendements si l'on veut que la Commission achève sans trop tarder l'élaboration des pactes.

6. La délégation égyptienne a voté en faveur du texte proposé dans les amendements de l'Afghanistan et des Philippines (A/C.3/L.589) et modifié par les sous-amendements belge (A/C.3/L.593) et polonais (A/C.3/L.591), qui le complètent fort heureusement. Elle se félicite que l'on ait, au paragraphe 1, évité le danger des définitions inutiles. Elle a dû, en dépit de la validité des principes qu'il énonce, voter contre l'amendement de l'Italie et l'Uruguay (A/C.3/L.590/Rev.1), le texte proposé ne lui paraissant pas à sa place à l'article 13.

7. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) a voté en faveur de l'article qui, s'il n'est pas parfait, représente un dénominateur commun acceptable. M. Morozov l'interprète comme imposant à l'État l'obligation de créer des conditions propres à assurer à tous les soins dont ils ont besoin, et de donner des soins gratuits à ceux qui ne sont pas en mesure d'en assumer les frais. La délégation soviétique a voté contre l'amendement de l'Italie et de l'Uruguay (A/C.3/L.590/Rev.1), estimant que ce n'était pas à propos de l'article 13 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (E/2573, annexe I, A) qu'il fallait examiner les idées qu'il contient, mais bien plutôt à propos de l'article 7 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques (E/2573, annexe I, B). M. Morozov ne partage pas le pessimisme de certains et pense que la Commission devrait pouvoir terminer l'examen des pactes en deux sessions. Il est indispensable de faire vite si l'on ne veut pas porter aux pactes un préjudice irréparable.

POINT 60 DE L'ORDRE DU JOUR

Mesures provisoires à prendre, en attendant l'entrée en vigueur des pactes relatifs aux droits de l'homme, au sujet de violations des droits de l'homme définis dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme (A/3187 et Add.1, A/C.3/L.592, A/C.3/L.594) [*suite]**

8. Mme LORD (Etats-Unis d'Amérique) reconnaît que la Charte et la Déclaration universelle des droits de l'homme font à l'Organisation des Nations Unies une obligation de veiller au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, droits et libertés auxquels, malheureusement, il n'est que trop souvent porté atteinte. Elle comprend donc le souci qui a poussé la délégation grecque à présenter son projet de résolution (A/C.3/L.592).

* Reprise des débats de la 745^e séance.

9. C'est un souci que la délégation des Etats-Unis partage, puisque, à la neuvième session de la Commission des droits de l'homme, en 1953, elle a proposé un programme d'action dans le domaine des droits de l'homme qui a été approuvé et dont la mise en œuvre a déjà commencé. Mme Lord note, par exemple, que, dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme adopté par l'Assemblée générale en 1955 [résolution 926 (X)], un cycle d'études sur la liberté de l'information s'est tenu à Genève en août 1956 et un cycle d'études sur la participation des femmes à la vie publique doit avoir lieu à l'automne de 1957 à Bangkok. Il convient de souligner aussi l'importance de l'œuvre accomplie par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, qui a entrepris toute une série d'études sur les mesures discriminatoires dans les domaines de l'emploi, de l'enseignement, de la religion et des droits politiques.

10. Pour ce qui est de la proposition grecque, la représentante des Etats-Unis se demande s'il serait sage de confier à la Commission des droits de l'homme une tâche qui la détournerait de ses travaux actuels et l'orienterait inévitablement vers des questions politiques et juridiques qui ne sont pas de sa compétence. Jusqu'à présent, les plaintes d'un Etat Membre contre un autre Etat Membre pour violation des obligations internationales ont été portées devant la Cour internationale de Justice. La création du comité envisagé dans le projet grec provoquerait sans aucun doute des débats prolongés et oiseux touchant la recevabilité des plaintes émanant de particuliers. Il a déjà été dit bien des fois, tant à la Troisième Commission qu'à la Commission des droits de l'homme, que ces plaintes devraient être irrecevables. Mme Lord n'ignore pas que la résolution proposée par la Grèce ne ferait qu'inviter la Commission des droits de l'homme à étudier une "possibilité". Elle croit néanmoins peu souhaitable de saisir cette commission d'une telle question, notamment parce que les travaux du comité envisagé feraient certainement double emploi avec ceux d'autres organes des Nations Unies; elle devra donc voter contre le projet présenté par la Grèce.

11. M. SAGAZ (Espagne) pense, comme le représentant de la Grèce, que le maintien de la paix est étroitement lié au respect des droits de la personne humaine. Or, si ces droits ont été énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, il n'existe encore aucun mécanisme pour empêcher qu'il ne leur soit porté atteinte. D'autre part, l'entrée en vigueur des pactes est évidemment encore lointaine. La délégation espagnole s'intéresse donc vivement à la proposition grecque, mais elle aimerait toutefois avoir certaines précisions.

12. M. Sagaz se permettra donc de poser quelques questions au représentant de la Grèce. Premièrement, est-il concevable que la plainte d'un Etat Membre contre un autre Etat Membre puisse être absolument dénuée de tout caractère politique? Deuxièmement, selon quels critères apprécierait-on la gravité de la violation? Troisièmement, combien de membres compterait le comité envisagé, comment serait-il nommé et comment pourrait-on avoir la certitude que ses membres feraient abstraction de toute considération politique? Quatrièmement, il se pourrait que les plaintes présentées n'aient pas toutes trait à des violations collectives des droits de l'homme et qu'un Etat porte plainte au nom d'un de ses ressortissants. Le comité se transformerait alors en un tribunal mondial suprême

de juridiction très étendue, et gratuit par surcroît. Le représentant de la Grèce a-t-il songé au nombre et à la variété des plaintes qui pourraient être soumises chaque année? Cinquièmement, la délégation grecque ne pense-t-elle pas que l'Etat accusé s'empresserait d'alléguer des violations de la part de l'Etat plaignant, ce qui, au lieu de rétablir l'équilibre juridique troublé, risquerait de provoquer une confusion sans précédent? Sixièmement, ne pense-t-elle pas aussi que le comité serait gêné dans son travail du fait qu'il ne pourrait pas s'appuyer sur les dispositions des pactes, notamment sur celles qui définissent les conséquences des atteintes aux droits de l'homme, et qu'un simple rapport du comité ne suffirait pas pour rétablir l'ordre juridique?

13. M. BRENA (Uruguay) souligne la très grande importance du problème soulevé dans le projet de résolution de la Grèce (A/C.3/L.592). Quelle serait, en effet, l'utilité des principes généraux énoncés dans la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, si l'on ne prenait pas de mesures en vue d'assurer leur application? Le représentant de l'Uruguay partage entièrement à cet égard les vues du représentant de la Grèce; il rappelle que sa délégation a présenté en 1951, sur la même question, un projet¹ que la Commission pourrait examiner en même temps que la proposition grecque. Tout en visant le même objectif, la Grèce et l'Uruguay envisagent le problème sous des angles différents. Pour l'Uruguay, la question est liée à deux notions de droit international: celle de la souveraineté absolue des Etats et celle de l'individu en tant que sujet du droit international. De toute évidence, le premier principe n'est plus valable. Les Etats parties au Pacte de la Société des Nations comme ceux qui ont signé la Charte des Nations Unies ont reconnu qu'en pratique des limitations pouvaient être apportées à leur souveraineté nationale. Du reste, la tâche d'un grand nombre d'organes des Nations Unies consiste, dans une large mesure, à établir des normes supranationales auxquelles les Etats assument l'obligation de se conformer. S'il est vrai que le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte stipule que l'Organisation des Nations Unies ne peut intervenir dans les affaires relevant de la compétence nationale des Etats, ceux-ci n'en sont pas moins tenus d'observer les dispositions relatives au respect des droits de l'homme. Le principe de la souveraineté absolue des Etats n'est donc pas conforme à la Charte et aux conventions élaborées par les organes des Nations Unies.

14. Tout en veillant au respect de son indépendance, l'Uruguay a toujours soutenu la primauté du droit international sur le droit national. M. Brena cite à ce propos le cas d'une banqueroute qui s'est produite dans son pays et qui a atteint certains déposants étrangers. La Cour suprême de l'Uruguay a décidé que les lois uruguayennes ne s'appliquaient pas à ces déposants qui, contrairement aux ressortissants uruguayens victimes de la faillite, se sont vu rembourser intégralement leurs créances.

15. Lorsqu'il s'agit de définir quels sont les sujets du droit international, trois positions peuvent être adoptées. On peut estimer que seuls les Etats sont sujets du droit international, que cette qualité peut être reconnue aux Etats comme aux individus, ou encore que seuls les individus rentrent dans la catégorie en ques-

¹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, treizième session, Supplément No 9, annexe VII.*

tion. La dernière thèse a été défendue par un grand nombre de juristes éminents. En effet, l'objectif de l'Organisation des Nations Unies n'est manifestement pas de protéger l'Etat contre l'individu, mais de protéger l'individu, la personne humaine, dont tous les articles des deux projets de pactes relatifs aux droits de l'homme visent à garantir les droits. Cette conception est d'ailleurs implicitement admise dans la jurisprudence, puisque des individus sont tenus de respecter les normes du droit international.

16. L'homme étant sujet du droit international, il est naturel que les droits qui lui sont reconnus ne demeurent pas lettre morte. Pourtant, aucun organe des Nations Unies n'a été chargé jusqu'à présent de les défendre, et les faits évoqués (754ème séance) par le représentant de la Grèce à propos de Chypre n'ont rien de surprenant. Comme l'a noté M. René Brunet, juriste éminent, aucun texte de l'Organisation des Nations Unies ne mentionne la possibilité d'investir la Commission des droits de l'homme d'un tel mandat. On a songé un moment, au Conseil économique et social, à créer un organe international de contrôle chargé d'assurer le respect des droits de l'homme, mais cette idée n'a pas été retenue. Or, comme l'a encore fait observer très justement M. Brunet, si l'on veut garantir de manière efficace le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, on doit accorder à leurs bénéficiaires le pouvoir de faire appel devant une juridiction internationale. Cette possibilité avait été envisagée lors de l'institution de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye. En 1946, on a proposé la création d'un organe européen chargé de la protection des droits de l'homme et des minorités. Enfin, certains juristes, dont M. Albert de Lapradelle, ont estimé que l'on devait permettre à des particuliers d'ester devant la Cour internationale de Justice. Il est en effet inadmissible qu'un individu dont les droits ont été violés ne puisse se constituer partie devant un tribunal. La position de l'Uruguay s'écarte sur ce point de celle que semble avoir adoptée la Grèce, puisque la proposition grecque ne fait mention que des plaintes éventuelles des Etats. De 1953 à 1956, l'Organisation des Nations Unies a reçu 46.000 communications relatives aux droits de l'homme. Depuis, leur nombre va en diminuant et il est à craindre que les particuliers ne perdent bientôt confiance en une organisation qui n'a pas su défendre les droits qu'elle leur reconnaît solennellement. On ne peut concevoir sur le plan pratique qu'un individu lésé par son propre Etat lui demande de lui servir d'intermédiaire auprès de l'Organisation des Nations Unies ni qu'un particulier s'adresse à un autre Etat plus puissant, car celui-ci hésiterait tout naturellement à compromettre ses relations internationales en se chargeant de le défendre.

17. Dans ces conditions, une question se pose : celle de savoir à qui on peut confier le soin de garantir le respect des droits de l'homme. Il est évident que la Commission des droits de l'homme ne pourrait se charger de cette tâche trop lourde. La meilleure solution serait donc d'investir un haut-commissaire de ce mandat ou de créer un organe spécial composé de juristes. Cet organe classerait les communications selon la gravité de la violation, effectuerait des enquêtes pour déterminer le bien-fondé de la plainte, procéderait à des consultations avec les Etats intéressés et, s'il était démontré qu'il y a effectivement eu violation, porterait une accusation devant la Commission des droits de l'homme. La procédure adoptée serait donc analogue à celle qui est suivie par les tribunaux. Un tel organe

serait particulièrement utile dans le cas des apatrides, qui ne bénéficient de la protection d'aucun Etat.

18. Le représentant de l'Uruguay cite, pour terminer, l'exemple du Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du Travail, lequel possède des attributions analogues à celles qui pourraient être confiées à l'organe envisagé. Ce comité examine des plaintes émanant d'organisations syndicales et d'Etats et il a quelquefois condamné des Etats qui avaient violé la liberté syndicale. La création de ce comité a représenté un progrès sur le plan international ; c'est là un précédent intéressant, qui mériterait d'être suivi.

19. M. SAARIO (Finlande) appuie entièrement le principe dont s'inspire le projet de résolution de la Grèce (A/C.3/L.592). Les petites nations comme la Finlande ont tout spécialement intérêt à ce que les droits de l'homme soient effectivement respectés. M. Saario se demande cependant si l'adoption de ce projet permettrait d'atteindre le but souhaité et si la création du comité proposé serait vraiment utile. Par ailleurs, on pourrait difficilement confier à la Commission des droits de l'homme la tâche envisagée.

20. M. BAROODY (Arabie Saoudite) déclare qu'avant de pouvoir prendre position quant au projet de résolution grec (A/C.3/L.592), sa délégation a besoin d'obtenir quelques éclaircissements supplémentaires. Cette proposition soulève en effet des problèmes importants, qu'elle ne paraît pas résoudre très nettement.

21. Il convient de remarquer que le texte envisage le cas d'une plainte d'un Etat Membre contre un autre Etat Membre. L'idée n'est pas nouvelle, car l'Organisation des Nations Unies a déjà eu souvent l'occasion d'examiner des plaintes de ce genre. On peut même dire que la plupart des litiges se présentent sous la forme d'une plainte formulée par un Etat contre un autre. Mais l'Organisation s'est essentiellement préoccupée jusqu'ici des cas mettant en cause le maintien de la paix et la sécurité internationale. Elle a renvoyé, en conséquence, l'examen de ces questions au Conseil de sécurité ou aux commissions politiques de l'Assemblée générale. La Troisième Commission n'a été saisie qu'à deux reprises, à propos du travail forcé et du sort des prisonniers de guerre ; elle n'a d'ailleurs abouti à aucun résultat tangible.

22. La Grèce cherche à introduire un élément nouveau, en ce sens qu'elle prévoit une procédure jouant même dans des cas où la paix du monde ne serait pas en danger. Certes, il est tout naturel que l'on s'efforce d'empêcher les violations de droits de l'homme en attendant la mise en vigueur des pactes, mais il est difficile de préciser quelle serait la méthode la plus efficace à cet effet. Si l'on charge la Commission des droits de l'homme d'examiner les plaintes, on peut craindre soit qu'elle ne dispose pas du temps nécessaire pour cet examen, soit qu'elle ne s'engage dans des discussions acerbes. Quant au comité dont la création est envisagée, ses conclusions devraient vraisemblablement être examinées par l'Assemblée générale ; on retomberait donc dans la difficulté que le représentant de la Grèce a évoquée en présentant son texte (745ème séance). On pourrait songer à confier à un organisme différent, la Cour internationale de Justice par exemple, la mission d'étudier les plaintes relatives aux violations des droits de l'homme. Mais la Cour, liée par des textes très stricts, étudie les litiges qui lui sont soumis du seul point de vue juridique et nullement du point de vue humanitaire. Même si elle se considérait comme

compétente — ce qui n'est pas certain — elle n'aurait pas les moyens pratiques de porter remède aux situations dont elle est saisie.

23. Si le projet de résolution grec soulève des difficultés du point de vue du mécanisme à utiliser, il pêche également par une certaine imprécision à d'autres égards. On peut se demander, en effet, quelle serait la nature des plaintes dont la Commission des droits de l'homme et le comité auraient éventuellement à connaître. Le représentant de l'Arabie Saoudite pense que le dispositif du projet vise les violations du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il ne faudrait pas oublier que l'Assemblée générale a reconnu l'importance particulière de ce droit et a demandé [résolution 545 (VI)] que l'on fasse figurer dans les pactes un article sur la libre détermination. En outre, si l'on admettait la possibilité de plaintes contre des Etats pour violation de droits autres que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, on risquerait d'aboutir à la plus grande confusion et de laisser le champ libre aux agents provocateurs, ce qui serait très dangereux. Toute équivoque doit donc être écartée. La délégation de l'Arabie Saoudite, soucieuse de défendre tous les peuples qui luttent pour leur liberté, tiendra le plus grand compte de la réponse qui lui sera faite sur ce point pour déterminer son attitude finale.

24. M. LIMA (Salvador) rappelle que l'on ne saurait obliger les Etats à comparaître devant une instance internationale avant que tous les recours internes aient été épuisés. Or le projet de résolution grec (A/C.3/L.592) pourrait avoir cette conséquence dangereuse, contraire au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies. Il faut que tout organisme créé pour surveiller la mise en œuvre des droits, notamment des droits politiques, respecte la souveraineté des Etats.

25. La délégation du Salvador désirerait avoir des précisions sur la portée exacte de la proposition grecque. A son avis, le texte devrait être interprété comme n'imposant nullement à la Commission des droits de l'homme l'obligation de créer un comité chargé d'examiner les plaintes. La Commission resterait libre de prendre la décision qu'elle jugerait la meilleure; ce n'est que si elle estimait nécessaire l'établissement d'un comité que l'on devrait fixer le mandat de cet organe.

26. M. EUSTATHIADES (Grèce), répondant aux diverses questions qui lui ont été posées, souligne tout d'abord que la délégation grecque a volontairement évité de donner un aspect trop théorique aux considérants de son projet de résolution (A/C.3/L.592). Bien que ces textes aient en doctrine de solides fondements, elle a préféré ne pas alourdir le préambule en y incorporant des idées générales. Au reste, aucune voix ne s'étant élevée contre les considérants, on peut en conclure, semble-t-il, que toutes les délégations reconnaissent la nécessité d'adopter des mesures provisoires propres à assurer le respect des droits de l'homme en attendant l'entrée en vigueur des pactes.

27. Tel est, en particulier, le cas de la délégation des Etats-Unis, qui s'est accordée à reconnaître la nécessité d'envisager le problème des mesures contre les violations, ainsi que le fait que des violations des droits de l'homme sont commises dans différentes parties du monde. La délégation des Etats-Unis a souligné que des progrès sensibles avaient été réalisés dans le domaine de la mise en œuvre des droits et a mentionné à cet égard quelques précédents qui, à son avis, marquent une évolution importante. Or, ces quelques efforts ont porté sur des études, justement pour ne pas affronter le problème des mesures à prendre contre les violations

des droits de l'homme. Il s'agit ici de rapports qui, primitivement, devaient être annuels et sont maintenant présentés tous les trois ans, et d'études sur des droits bien déterminés, comme le droit en vertu duquel nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. Ainsi, on devra attendre trois ans pour la simple étude d'un seul article de la Déclaration. Il est difficile de considérer ces études autrement que comme des occasions de donner du travail à la Commission des droits de l'homme, en laquelle l'humanité avait placé tant d'espoirs et qui, autrement, mourrait de sa belle mort. On a dit aussi que la Commission des droits de l'homme ne pourrait traiter, faute de temps, de la question soulevée par la Grèce. Mais puisqu'il est reconnu que cette question ne le cède pas en importance aux autres questions dont la Commission est saisie, l'objection ne paraît pas valable. Une autre objection, élevée par la délégation des Etats-Unis et reprise par une autre délégation au moins, est que l'on ne parviendrait pas à "dépolitiser" les plaintes relatives aux violations des droits de l'homme et à empêcher des débats politiques à la Commission des droits de l'homme. Il est certain — toute l'histoire du droit international concernant les procédures de règlement pacifique en témoigne — que les limites entre la politique et le droit sont extrêmement difficiles à tracer et que toute question juridique ou humanitaire a un aspect politique. Il n'en faut pas moins éviter qu'une question juridique ou humanitaire ne dégénère nécessairement en question purement politique. Cela, la Commission des droits de l'homme, le comité envisagé, ou tel autre organe à créer, serait mieux à même de le faire que les commissions politiques de l'Assemblée générale où l'on en arrive presque fatalement à politiser les questions humanitaires.

28. Par conséquent, M. Eustathiades a prêté une attention toute particulière aux questions plus précises formulées par le représentant de l'Espagne, dont, d'autre part, il prend acte de l'accord quant au calcul du temps nécessaire pour l'entrée en vigueur des pactes. C'est là une constatation qui souligne la nécessité de prendre des mesures dans l'intervalle.

29. Le représentant de l'Espagne a demandé selon quel critère la gravité des violations serait appréciée. La délégation grecque estime que le mécanisme prévu ne devrait entrer en mouvement que pour les violations les plus sérieuses, notamment celles dont sont victimes des groupes ethniques ou religieux entiers. L'interprétation du représentant de l'Arabie Saoudite est donc tout à fait exacte: il s'agit bien, dans l'esprit de la Grèce, de protéger les groupes qui luttent pour leur liberté et auxquels on dénie la jouissance de tous les droits. Il est naturel que l'on songe aux cas de colonialisme où la lutte pour la liberté et l'indépendance est payée de violations massives des droits de l'homme. Il appartiendrait à l'organe chargé d'examiner les violations de fixer le critère de la gravité. Pour sa part, la Troisième Commission n'a pas à entrer, à cet égard, dans le détail.

30. Répondant à une autre question posée par le représentant de l'Espagne, M. Eustathiades soutient que ce n'est pas non plus à la Troisième Commission qu'il incombe de préciser combien de membres devrait comporter le comité envisagé dans le projet grec. Cette tâche revient tout naturellement à la Commission des droits de l'homme, si elle juge bon de créer un tel comité.

31. Le représentant de l'Espagne a dit que le comité dont la création est proposée se trouverait dans une situation difficile, car il devrait statuer sans disposer de

textes de base. Certes, par hypothèse, les pactes ne seraient pas applicables, mais le comité pourrait toujours s'appuyer sur les principes essentiels énoncés dans la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

32. M. Eustathiades reconnaît que, comme l'a signalé le représentant de l'Uruguay, l'individu tend de plus en plus à devenir un sujet du droit international. C'est ainsi que l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de l'Europe admettent la validité des recours individuels. Cependant, dans le domaine de l'opportunité, il convient d'avancer par étapes. C'est pourquoi le projet de résolution grec ne vise que les plaintes formulées par un Etat contre un autre Etat. C'est ce qui est le plus acceptable et réalisable à l'heure actuelle. D'autre part, la délégation hellénique est mue par le désir

d'apaiser les conflits et d'améliorer les relations internationales. Elle tient donc nécessairement compte du fait qu'un Etat serait beaucoup moins enclin qu'un individu à porter plainte contre un autre Etat.

33. M. Eustathiades déclare que, vu l'heure avancée, il se réserve de préciser d'autres aspects de la question à la séance suivante et qu'il se bornera à répondre dès à présent à la remarque du représentant du Salvador, avec lequel il est d'accord. Aux termes du projet de résolution de la Grèce, l'Assemblée générale ne conférerait pas compétence à la Commission des droits de l'homme pour examiner des cas concrets concernant le respect des droits de l'homme; elle inviterait seulement la Commission à étudier la question et à lui faire rapport à ce sujet.

La séance est levée à 13 heures.